



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 3 de l'ordre du jour

CX/FICS 24/27/3

PROGRAMME CONJOINT FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

**COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES
IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES (CCFICS)**

Vingt-septième session

Cairns, Australie

16 – 20 septembre 2024

**INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO, DE L'OMS ET DES AUTRES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES PORTANT SUR LES TRAVAUX DU CCFICS**

(Informations communiquées par la FAO et l'OMS)

Le présent document fait état des outils élaborés par la FAO et l'OMS et mis à la disposition des États membres ainsi que des activités pertinentes réalisées par la FAO et l'OMS depuis la 26^e session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS)

**A. ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE (FAO) et de L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)**

Outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments

1. L'outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments permet aux États membres d'évaluer la performance de leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA) d'une façon structurée et transparente à chaque étape de la chaîne alimentaire, de définir les domaines prioritaires de renforcement des capacités et de mesurer et d'évaluer les progrès réalisés au fil du temps.
2. Cet outil se compose de cinq volumes publiés en anglais, français, espagnol, russe et arabe. Il est disponible aux adresses suivantes:
 - FAO <https://www.fao.org/food-safety/food-control-systems/assessment-tool/fr/>
 - OMS <https://www.who.int/activities/strengthening-national-food-control-systems>
3. Pour faciliter l'utilisation généralisée de cet outil, des kits de diffusion comprenant un lancement mondial et une brochure d'introduction ont été préparés par la FAO et l'OMS. Ces kits de diffusion sont disponibles aux adresses suivantes:
<https://openknowledge.fao.org/items/9ce872b3-8fae-42c4-8f98-6c8bd8be899b>;
<https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789240028371>.
Une vidéo a également été réalisée et est disponible à l'adresse suivante:
https://www.youtube.com/watch?v=A_zdTup2yKY.
4. La FAO et l'OMS continuent d'aider les États membres à utiliser cet outil pour évaluer leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments.
5. Au cours de la phase pilote, la FAO et l'OMS ont dirigé conjointement une évaluation en Indonésie et ont testé le soutien à une auto-évaluation en Iran.
6. Les évaluations réalisées par la FAO au Malawi, au Soudan et en Tunisie en 2019, dans l'émirat d'Abu Dhabi (EAU) en 2021, ainsi qu'aux Bahamas et en Guyana en 2022 ont été conclues avec succès. Dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne (UE), des évaluations ont été réalisées aux Comores, en Eswatini, au Kenya, à Maurice, au Rwanda, aux Seychelles, en Ouganda et au Zimbabwe en 2023 et le seront à Djibouti et en Égypte en 2024. Ces évaluations alimenteront le programme d'investissement de l'Union africaine relatif à l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) lui aussi financé par l'UE, à l'appui de la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), et du cadre stratégique SPS de la Commission de l'Union africaine. D'autres évaluations seront réalisées par la FAO au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal, dans le cadre d'un projet financé par la Banque africaine

de développement, et des pourparlers sont en cours afin que d'autres pays d'Afrique puissent également y participer. En Europe de l'Est et en Asie centrale, la FAO a récemment achevé une évaluation en Azerbaïdjan, dirige actuellement des évaluations au Bélarus et en Géorgie et commencera une nouvelle évaluation en Ouzbékistan en septembre 2024. Des évaluations sont en cours au Chili et à la Barbade et une autre débutera fin 2024 au Belize. Des mises à jour régulières sont également publiées à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/food-safety/news/fr/>.

7. L'OMS a également soutenu les évaluations menées au Panama, au Cameroun et au Timor-Leste. Elle mène actuellement le processus au Tadjikistan et au Cabo Verde.

Alerte précoce et intervention en cas d'urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments

8. Le Secrétariat du Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) de la FAO et de l'OMS poursuit son travail de développement et de consolidation du Réseau ainsi que ses activités de renforcement des capacités de préparation et de riposte aux incidents de sécurité sanitaire des aliments. En 2022, le Secrétariat d'INFOSAN est intervenu dans 195 incidents internationaux de sécurité sanitaire des aliments impliquant 156 États membres de toutes les régions. Il a maintenu un dialogue étroit avec les points de contact d'urgence d'INFOSAN dans les États membres concernés en fournissant rapidement des informations qui ont permis de réagir sans délai à ces incidents.
9. En avril 2022, le Réseau a émis une importante alerte mondiale à l'attention de tous ses membres. Elle concernait une flambée de *Salmonella typhimurium* monophasique dans plusieurs pays, liée à des produits chocolatés distribués à l'échelle mondiale dans plus de 113 États et Territoires membres. Des notifications et des mises à jour continues de l'alerte mondiale ont été fournies à tous les membres d'INFOSAN au fur et à mesure que les informations lui parvenaient, ce qui a permis aux États membres de la FAO et de l'OMS de lancer des enquêtes pour identifier et rappeler les produits concernés, et détecter d'éventuels cas de maladie liés à leur consommation. Plus de 52 États membres ont signalé au Secrétariat d'INFOSAN avoir effectué un rappel ou lancé une enquête nationale en réponse à l'alerte mondiale. Les mises à jour sur les ripostes nationales ont été résumées et publiées sur une page du site Web de la communauté INFOSAN spécialement créée pour l'alerte.
10. En 2023 et 2024, des activités visant à renforcer le Réseau et la capacité d'intervention en cas d'urgence de sécurité sanitaire des aliments ont été menées dans plusieurs sous-régions. En 2023, le Secrétariat d'INFOSAN a organisé et dispensé trois ateliers d'introduction en République démocratique du Congo, au Congo, en Égypte, en Iraq et au Pérou. Avec le soutien du Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental, un webinaire d'introduction à INFOSAN a été organisé à l'intention de 11 pays insulaires océaniques afin de les sensibiliser au fonctionnement d'INFOSAN en cas d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments et de promouvoir la coopération entre les autorités compétentes de la sous-région.
11. En 2023, le Secrétariat d'INFOSAN a participé à un atelier de deux jours avec des pays d'Asie centrale, qui s'est tenu au Kazakhstan. Des représentants du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, y compris les points focaux nationaux du Règlement sanitaire international et les points de contact d'urgence d'INFOSAN, ont participé à l'atelier. L'événement a favorisé les discussions sur le renforcement de l'échange d'informations pendant les urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments et a encouragé l'utilisation d'INFOSAN pour les notifications et la mise en réseau entre les secteurs, les pays et la communauté internationale au sens large. INFOSAN a également organisé six ateliers en ligne avec la Jordanie, le Burkina Faso, le Mali, la Namibie, le Liberia et le Niger en 2024. Au cours des ateliers, les autorités nationales concernées par les interventions d'urgence de sécurité sanitaire des aliments ont eu l'occasion de se familiariser avec le Réseau INFOSAN et de comprendre leurs rôles et responsabilités en tant que membres lors d'urgences de sécurité sanitaire des aliments. Le Secrétariat d'INFOSAN a organisé deux réunions régionales pour les membres de la Région des Amériques et de la Région Asie-Pacifique (2023), qui ont permis aux membres d'INFOSAN de recenser les lacunes et les domaines à améliorer en matière de communication en cas d'urgence de sécurité sanitaire des aliments. Les réunions régionales ont été organisées avec le soutien des bureaux régionaux et des conseillers sur la sécurité sanitaire des aliments de la FAO et de l'OMS, ainsi que du pays hôte, la République de Corée, pour la région Asie-Pacifique.
12. Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments 2024, L'OMS a organisé un webinaire pour célébrer cette journée et les 20 ans d'INFOSAN le 11 juin. Le webinaire qui avait pour thème « Préparons-nous à l'imprévu; les clés d'une communication nationale et mondiale efficace sur les incidents alimentaires » a été suivi par plus de 200 participants. Des représentants de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et de la FDA américaine ont présenté des exposés sur la gestion des risques et la communication. Les défis communs et les idées sur

la manière de les aborder ont été examinés par les intervenants, en utilisant de récentes urgences comme point de départ.

Fraude alimentaire

13. La FAO a contribué à la publication de l'OMC intitulée « Commerce illicite de produits alimentaires et fraude alimentaire » (https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/itfff_f.htm). Le commerce international des denrées alimentaires a contribué à réduire la pauvreté et la faim dans le monde. Toutefois, le commerce illicite et la fraude alimentaire compromettent le système alimentaire mondial et mettent en danger la santé publique. Cette publication examine les défis posés par la lutte contre les pratiques illicites, telles que la contrefaçon et la contrefaçon, et le rôle que l'OMC pourrait jouer. Elle s'appuie sur l'expertise du secrétariat de l'OMC, de la FAO, de la Fédération internationale des semences, de SSAFE – une organisation à but non lucratif pour la sécurité sanitaire des aliments –, de l'Alliance transnationale de lutte contre le commerce illicite et de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI).
14. La FAO a rédigé le chapitre 4 de cette publication: «Solutions réglementaires et conception de systèmes alimentaires pour combattre la fraude alimentaire dans les chaînes d'approvisionnement».
15. Le Laboratoire du contrôle et de la sécurité sanitaire des aliments (FSCL) du Centre mixte FAO/AIEA des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture a lancé trois cours de téléformation à accès libre sur la fraude alimentaire sur la plateforme CLP4NET de l'AIEA: 1) Techniques isotopiques stables d'analyse de l'intégrité des aliments (<https://elearning.iaea.org/m2/course/view.php?id=1652>); 2) Analyse par éléments pour la spectrométrie de masse de rapports isotopiques appliquée à l'authentification des aliments (<https://elearning.iaea.org/m2/course/view.php?id=1506>); 3) Module de chimométrie pour Microsoft Excel (CAFE) pour la formation à l'analyse multivariée de l'authenticité des aliments (<https://elearning.iaea.org/m2/course/view.php?id=1463>). L'accès à ces cours est gratuit pour les personnes inscrites à un compte NUCLEUS de l'AIEA: (<https://nucleus.iaea.org/pages/help/registration.aspx>).
16. Le projet de recherche coordonnée intitulé «Implementation of Nuclear Techniques for Authentication of Foods with High-Value Labelling Claims» du Centre conjoint FAO/AIEA a déjà produit dix-sept publications dans des revues scientifiques internationales à comité de lecture ayant trait à l'utilisation des techniques nucléaires pour protéger et promouvoir les aliments dotés d'indications géographiques ou d'identités régionales, nationales ou mondiales réputées, comme le café Blue Mountain (Jamaïque), le riz au Jasmin (Thaïlande), le safran de Taliouine (Maroc) et l'ail de Jinxiang (Chine). Ce projet qui réunit dix-sept instituts de recherche de pays à revenu faible ou intermédiaire et sept instituts de pays développés vise à mettre au point des méthodes isotopiques et nucléaires de contrôle de la provenance des aliments à valeur ajoutée qui font souvent l'objet de substitution ou de contrefaçon. Le consortium met également en place un réseau de laboratoires de contrôle de l'authenticité des aliments afin de partager les protocoles, les meilleures pratiques, le matériel de formation et les données produites dans le cadre du projet de recherche coordonnée.
17. Un certain nombre de nouvelles méthodes d'analyse ont été publiées par le FSCL dans des revues scientifiques internationales à comité de lecture. Ces méthodes portaient par exemple sur le dépistage rapide pour l'authentification du riz (discrimination géographique du riz Paw San cultivé dans diverses régions du Myanmar à l'aide de la spectroscopie proche infrarouge, de la CPG en espace de tête couplée à la spectrométrie de mobilité ionique ou de la chimométrie (<https://doi.org/10.1016/j.talanta.2024.125910>); sur les méthodes isotopiques de détection du sirop de sucre dans le miel (nouvelle méthode de détection du sirop de sucre par analyse isotopique stable de l'hexaméthylènetétramine synthétisée à partir des monosaccharides (fructose et glucose) du miel (<https://doi.org/10.1016/j.foodchem.2023.137451>); et sur le transfert de la RMN en champs fort à la RMN en champs faible pour la rendre plus accessible et efficace sur le plan des coûts (prédiction de l'acceptabilité de la mandarine: transfert de la spectroscopie RMN en champs fort à la spectroscopie RMN de table) (<https://doi.org/10.3390/foods11162384>).
18. Un symposium international sur la sécurité sanitaire et le contrôle des aliments, organisé par la FAO et l'AIEA par l'intermédiaire du Centre mixte FAO/AIEA, s'est tenu à Vienne du 27 au 31 mai 2024. Le symposium comptait plusieurs sessions. La session sur « l'authenticité des aliments et la lutte contre la fraude alimentaire » a mis en évidence le rôle essentiel des techniques scientifiques isotopiques, nucléaires et complémentaires avancées, combinées à des cadres réglementaires robustes, pour garantir l'authenticité des aliments. Les présentations ont mis l'accent sur la nécessité de poursuivre l'innovation dans les méthodes analytiques telles que l'analyse isotopique stable, la RMN et la protéomique, pour répondre aux enjeux en constante évolution de la fraude alimentaire. Il a été noté que ces méthodes doivent être adaptées à leur objectif, rentables et soutenues par des bases de données adéquates. Le

partage d'informations sur l'incidence de la fraude alimentaire et les méthodes de contrôle efficaces entre les États membres est essentiel pour décourager le crime organisé. Des efforts de collaboration aux niveaux national et international sont essentiels pour normaliser ces méthodes, améliorer la transparence de la chaîne d'approvisionnement, protéger les consommateurs et les commerçants honnêtes, et faciliter le commerce mondial. Le symposium a recommandé, entre autres, d'encourager la collaboration internationale, de partager les bases de données, d'investir dans la recherche et le développement, de renforcer les cadres réglementaires, de promouvoir la transparence grâce aux systèmes de traçabilité et d'éduquer les parties prenantes sur l'importance de l'authenticité et de la sécurité sanitaire des aliments. Plus de 400 participants ont assisté au symposium, la plupart en personne.

19. L'OMS a présenté des exposés intitulés «INFOSAN & Food Fraud : Emergencies and Beyond» lors de deux événements. Ces présentations se sont concentrées sur la manière dont INFOSAN peut contribuer à la prévention et à la riposte aux incidents de fraude alimentaire; elles ont également mis en évidence le potentiel de renforcement des capacités du réseau et les antécédents solides en matière de partage d'informations entre les États membres. Le premier événement, « Renforcer les systèmes nationaux de contrôle réglementaire pour détecter, prévenir et contrôler la fraude agroalimentaire », était une conférence organisée par l'autorité d'Abu Dhabi pour l'agriculture et la sécurité sanitaire des aliments (ADAFSA) du 22 au 24 avril 2024. Parmi les participants figuraient des représentants des autorités réglementaires des pays du Conseil de coopération du Golfe, des experts en la matière et des régulateurs œuvrant dans le domaine de la lutte contre la fraude alimentaire, des organisations internationales et des parties prenantes du secteur privé, notamment des producteurs, des fabricants et des établissements alimentaires. Le deuxième événement était la 31^e réunion du Réseau d'échange sur les risques émergents (EREN) de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), organisée à Larnaca (Chypre) les 23 et 24 mai 2024. Parmi les participants figuraient des membres du personnel de l'EFSA, des représentants des États membres du réseau, ainsi que des observateurs d'organisations internationales et d'entités non membres.

Activités de plaidoyer de haut niveau pour la sécurité sanitaire des aliments

20. Pour accélérer les progrès de l'indicateur de surveillance des maladies d'origine alimentaire (évaluation conjointe externe¹ P.6.1), l'un des indicateurs de progrès de la stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments, l'OMS a créé une Alliance pour la sécurité sanitaire des aliments (Alliance OMS) qui rassemble les centres collaborateurs de l'OMS et des partenaires clés. Le plan de travail de l'Alliance OMS est axé sur la surveillance intégrée, l'utilisation de la génomique et la collecte de données relatives à la résistance des agents pathogènes d'origine alimentaire aux antimicrobiens, conformément au plan d'action quadripartite «Une seule santé». L'Alliance vise également à améliorer la sensibilisation et à plaider en faveur de l'inclusion des maladies d'origine alimentaire dans les programmes de surveillance nationaux.
21. La FAO et l'OMS ont élaboré un cadre de coordination des priorités stratégiques de la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments (2022-2031) et de la stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments (2022-2030). Elles visent ainsi à harmoniser les travaux stratégiques sur la sécurité sanitaire des aliments et à ouvrir la voie à la mise en œuvre d'une vision commune – une alimentation sans danger pour la santé en toute circonstance. Le cadre identifie quatre domaines de collaboration: Codex Alimentarius, programmes d'avis scientifiques, renforcement et amélioration continue des systèmes nationaux de contrôle des aliments et communication sur la sécurité sanitaire des aliments. Les principes directeurs du cadre sont l'approche d'un système agroalimentaire durable, l'approche « Une seule santé », une base scientifique solide, et l'accent mis sur la prévention et la collaboration internationale.
22. Un accord de coopération a été signé entre l'OMS et la Société financière internationale (IFC)/Banque mondiale pour mettre au point un outil d'auto-évaluation fondé sur les objectifs stratégiques de la stratégie mondiale de l'OMS pour la salubrité des aliments afin d'aider les États membres à élaborer/mettre à jour leurs feuilles de route nationales pour renforcer les systèmes de sécurité sanitaire des aliments et les préparer à utiliser l'outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments.
23. Un dossier d'investissement est en cours d'élaboration pour soutenir la promotion des investissements et la mise en œuvre de la stratégie. Il vise à estimer le retour sur investissement de la surveillance des maladies d'origine alimentaire, de l'analyse des données et de la formation associée sur les résultats en matière de santé publique.

¹ <https://extranet.who.int/sph/jee>

Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments

24. En 2023, la FAO et l'OMS ont facilité conjointement pour une cinquième fois la célébration de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments (JISSA) en invitant des gouvernements, des entreprises du secteur alimentaire, des organisations sans but lucratif, des universités, des écoles et des consommateurs du monde entier à se réunir le 7 juin pour attirer l'attention et donner l'envie d'agir pour contribuer à prévenir, à détecter et à gérer les risques d'origine alimentaire. Cette campagne a commencé le 7 mars avec le lancement du thème «Les normes alimentaires sauvent des vies». Plus de 500 initiatives se sont déroulées dans 139 pays, notamment des conférences, des webinaires, des sessions de formation, des ateliers, des événements sportifs et des campagnes audiovisuelles. Les directeurs généraux de l'OMS et de la FAO ont ouvert l'événement mondial de haut niveau organisé conjointement par la FAO, l'OMS et le Secrétariat du Codex au siège de la FAO, à Rome, le 7 juin. Les articles de presse résumant un grand nombre d'activités sont disponibles sur le site web de la JISSA. En particulier, un événement très suivi sur les efforts de la FAO pour soutenir la Commission de l'Union africaine (CUA) dans le cadre de l'établissement de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en facilitant les évaluations des systèmes nationaux de contrôle alimentaire de 10 pays membres de la CUA, ainsi que l'évaluation des capacités phytosanitaires de 11 pays (dont la plupart appartiennent au groupe de pays dont les capacités de contrôle des aliments ont été évaluées), établissant ainsi des bases de référence spécifiques pour 2 des 3 domaines SPS.
25. En 2024, l'OMS et la FAO ont coordonné conjointement la campagne de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments, lancée le 7 mars 2024 avec l'annonce du thème «Sécurité sanitaire des aliments: préparons-nous à l'imprévu», afin de souligner l'importance d'être préparé aux incidents alimentaires et de donner l'occasion de célébrer le 20^e anniversaire du Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) de la FAO et de l'OMS. Le 6 juin, l'OMS a organisé une séance de questions-réponses en direct² sur ses plateformes X, Facebook, LinkedIn et YouTube, invitant les participants à poser aux experts de la FAO et de l'OMS leurs questions concernant le maintien de la sécurité sanitaire des aliments lors d'événements imprévus. Le 7 juin, l'OMS et la FAO ont participé conjointement à un point de presse³ organisé par le Service de l'information des Nations Unies, à Genève. Le site Web de la JISSA⁴, hébergé par le Codex, contient des informations sur de nombreux événements et initiatives qui ont eu lieu dans le monde entier.

Orientations de la FAO relatives aux inspections fondées sur les risques

26. La FAO a présenté ses deux publications à venir sur la catégorisation des risques pour guider les programmes d'inspection basés sur les risques lors de la Conférence IAFP 2024. La première est un manuel d'orientation globale, qui fournit aux pays des approches pratiques et progressives pour élaborer leurs propres modèles de catégorisation des risques en améliorant le ciblage des entreprises et/ou des secteurs alimentaires sur la base de données et de preuves scientifiques, et en concentrant les efforts et les investissements publics sur les risques les plus importants. Cette publication est attendue pour la fin de l'année 2024 et sera disponible à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/food-safety/food-control-systems/official-controls/food-inspection/fr/>. En outre, un outil numérique viendra compléter cette trousse pour faciliter l'utilisation des processus de prise de décisions multicritères qui sous-tendent la catégorisation des risques.

Aide aux pays et aux organisations régionales pour renforcer leur législation en matière de sécurité sanitaire des aliments

27. Le Service du droit pour le développement (LEGN) du Service juridique de la FAO aide les pays à examiner et à réviser leur législation en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments, en étroite collaboration avec les collègues chargés de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments au siège et dans les bureaux régionaux. Au cours de l'année écoulée, le LEGN a soutenu la révision de la législation sur la sécurité sanitaire des aliments au Sri Lanka et à Maurice. Il a également soutenu la mise au point d'un outil permettant d'évaluer la conformité de la législation nationale et des systèmes de contrôle des aliments avec les normes du Codex relatives à la résistance aux antimicrobiens (RAM), et a soutenu la mise en œuvre de l'outil en Bolivie, au Cambodge, en Colombie, en Mongolie, au Népal et au Pakistan. Au Kirghizistan, l'outil est utilisé pour évaluer le niveau de mise en œuvre des textes du Codex Alimentarius sur la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire avec le soutien de la FAO. Par l'intermédiaire du LEGN, la FAO s'est également associée au PNUE, à l'OMS et à l'OMSA (les organisations de l'Alliance quadripartite) et, sur la base de la méthodologie de la FAO, a élaboré l'outil quadripartite d'évaluation de la législation intéressant la résistance aux antimicrobiens dans le cadre de

² <https://x.com/OMS/status/1798641327359607164>

³ <https://www.unognewsroom.org/story/en/2200/un-geneva-press-briefing-07-june-2024>

⁴ <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/world-food-safety-day/wfsd-news/fr/>

l'approche « Une seule santé » dans les secteurs de la santé humaine et de la santé des animaux, des végétaux et de l'environnement, qui contient un chapitre spécifique sur la sécurité sanitaire des aliments et qui a été piloté dans quatre pays (Cambodge, Maroc, Pérou et Zimbabwe). Enfin, la législation relative à la sécurité des aliments a été analysée en Chine, en Indonésie, en Inde, en Corée, au Japon et au Viet Nam dans le cadre d'un projet mondial de la FAO, de l'OMS et de l'OMSA visant à améliorer la préparation à la RAM dans le secteur alimentaire en Asie.

Activités avec le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC)

28. La FAO et l'OMS apportent leur expertise technique et leurs conseils en matière de politique au FANDC. La FAO et l'OMS examinent les propositions de projets, les informations et les contributions pour coordonner le soutien au renforcement des capacités SPS entre les agences de développement, discutent des pratiques innovantes sur des sujets thématiques sélectionnés qui recoupent les domaines SPS et le commerce, y compris les partenariats public-privé (PPP), la certification électronique SPS, l'utilisation d'approches fondées sur des données probantes pour hiérarchiser les investissements SPS (P-IMA) et les bonnes pratiques réglementaires.
29. Le Comité d'orientation du FANDC a tenu une réunion en ligne le 12 juin 2024. Les partenaires du FANDC, les bailleurs de fonds et les experts des pays en développement ont examiné les principales conclusions et recommandations de l'évaluation externe du programme du FANDC. En approuvant cinq des six recommandations de l'évaluation, dont certaines feront l'objet d'un débat plus approfondi entre les membres du FANDC, le Comité directeur a confirmé la proposition de l'évaluateur visant à exploiter des opportunités stratégiques clés pour renforcer le partenariat mondial du FANDC.
30. Les membres du Comité d'orientation, y compris la FAO et l'OMS, ont également réfléchi à ce que les enseignements et les recommandations de l'évaluation signifient pour la prochaine stratégie du FANDC. La stratégie actuelle se termine à la fin de l'année 2024. Les membres du partenariat mondial du FANDC se réuniront le 19 juin pour entamer le processus d'élaboration d'une nouvelle stratégie pour 2025 et au-delà, puis le Groupe de travail du FANDC se réunira les 20 et 21 juin.

ACTIVITÉS RÉGIONALES ET NATIONALES**Aide stratégique et juridique à l'appui des contrôles des aliments**

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
<u>Afrique</u>	COMESA	FAO	Projet de facilitation du commerce du COMESA: ateliers à l'intention des parties prenantes nationales et régionales pour l'harmonisation des mesures réglementaires et non réglementaires de gestion de la sécurité sanitaire des aliments fondée sur les risques dans la région du COMESA (Kenya, Ouganda, Zambie et Zimbabwe).
	Sénégal	FAO	Renforcement du secteur conchylicole au Sénégal par la mise à jour des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) afin de promouvoir la sécurité sanitaire des mollusques et leur accès aux marchés régionaux et internationaux: formation des autorités compétentes et des acteurs conchylicoles sur le profilage des risques, formation à l'échantillonnage pour l'analyse microbiologique et la caractérisation scientifique, et suivi et inspection des zones de production et d'élevage de mollusques au Sénégal.
	Algérie	OMS	Élaboration d'un plan de sécurité sanitaire des aliments.
<u>Asie-Pacifique</u>	Bangladesh	FAO	Notification à l'OMC des normes alimentaires harmonisées avec les textes du Codex (achevée en mars 2023).
	Sri Lanka	FAO	Rapport d'analyse de la situation en matière de sécurité sanitaire des aliments achevé en décembre 2023; élaboration d'une politique nationale de sécurité sanitaire des aliments en cours.
	Timor-Leste	OMS	Évaluation du système national de contrôle des aliments. Élaboration d'une loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le Timor-Leste a rejoint la CAC en 2018 et l'OMC en 2024, et est en voie d'adhérer à la Communauté économique de l'ANASE. Il met actuellement en œuvre un projet financé par le Fonds fiduciaire du Codex, et sa loi sur la sécurité sanitaire des aliments a été rédigée conformément aux résultats de l'évaluation du SNCA.
	Maldives et Népal	OMS/FAO	Adoption par les parlements des deux pays de lois sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Modifications de la loi sur l'alimentation de 1966 concernant le contrôle et la sécurité sanitaire des aliments, achevées en 2023 et publiées au Journal officiel en 2024. Pendant trois ans, les deux pays se sont efforcés de convaincre les parlementaires et les hauts fonctionnaires d'adopter une loi sur la sécurité

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
			sanitaire des aliments. Un plaidoyer politique de haut niveau et une interaction avec les parlementaires ont été organisés dans le cadre du projet financé par le Fonds fiduciaire du Codex, et la loi a été adoptée cette année par le Parlement national.
	Kiribati	OMS	Révision de la législation nationale sur la sécurité sanitaire des aliments – les lois de 2006 sur la sécurité sanitaire des aliments et les normes et réglementations alimentaires de 2014 (mai 2024). Articulation des dispositions à proposer pour une modification des réglementations sur les exportations et les importations avec le soutien des membres du Comité national du Codex.
	Îles Salomon	OMS	Appui à l'examen de la législation nationale relative à la sécurité sanitaire des aliments – le Pure Food Act de 1996 – ainsi que de la réglementation sur l'importation et l'exportation (mars 2024).
	RDP lao	OMS	Appui à la révision de la législation nationale relative à la sécurité sanitaire des aliments: révision de la politique nationale pour la sécurité sanitaire des aliments 2018 (mai 2023) et appui à la modification de la réglementation des importations et exportations conformément au Plan de travail national.
<u>Proche-Orient et région orientale de la Méditerranée</u>	13 pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord	FAO, OMC-STDF, ITC	Renforcement du commerce des denrées alimentaires au Proche-Orient et en Afrique du Nord: sécurité sanitaire des aliments et facilitation des échanges. Atelier, mai 2023, Jordanie.
<u>Europe et Asie centrale</u>	Azerbaïdjan	FAO	Rédaction de règlements secondaires sur la sécurité sanitaire des aliments (mai 2023 – mars 2024).
	Géorgie	FAO	Évaluation de la stratégie de sécurité sanitaire des aliments récemment expirée et élaboration d'une nouvelle stratégie (décembre 2023 – mars 2024).
	Kirghizistan	FAO	Révision du nouveau projet de législation alimentaire (janvier 2024).
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	Pays du CCLAC	Organisation panaméricaine de la santé (OPS)/OMS	Élaboration d'un manuel sur les «Bonnes pratiques dans les marchés d'aliments traditionnels dans la région des Amériques» visant à atténuer les risques de transmission des agents pathogènes des animaux aux humains (2023).
	Colombie	OPS/OMS	Atelier sur la mise en œuvre des outils du manuel sur les « Bonnes pratiques dans les marchés d'aliments traditionnels dans la région des Amériques » et application de l'outil aux fins des mesures d'atténuation (2023).
	Paraguay	OPS/OMS	Atelier sur la mise en œuvre des outils du manuel sur les «Bonnes pratiques dans les marchés d'aliments traditionnels dans la région des

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
			Amériques» et application de l'outil aux fins des mesures d'atténuation (2023).
	Pays des Caraïbes	OPS/OMS	Webinaires sur l'impact du changement climatique sur la sécurité sanitaire des aliments (2023).
	Barbade	OPS/OMS	Élaboration d'un plan national sur la sécurité sanitaire des aliments et de l'eau potable résistant aux changements climatiques (2024).
	Trinité-et-Tobago	OPS/OMS	Élaboration d'un plan national sur la sécurité sanitaire des aliments et de l'eau potable résistant aux changements climatiques (2024).

Coordination et gestion améliorées des activités de contrôle des aliments, notamment grâce au recours au paradigme de l'analyse des risques et à la collaboration multisectorielle

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
<u>Afrique</u>	Burkina Faso, Niger, Sénégal	FAO	Activité d'élaboration du profil du système de contrôle alimentaire du pays à l'aide de l'outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle alimentaire.
	Sénégal	FAO	Renforcement du secteur conchylicole au Sénégal par la mise à jour des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) afin de promouvoir la sécurité sanitaire des mollusques et leur accès aux marchés régionaux et internationaux: formation des autorités compétentes et des acteurs conchylicoles sur le profilage des risques, formation à l'échantillonnage pour l'analyse microbiologique et la caractérisation scientifique, et suivi et inspection des zones de production et d'élevage de mollusques au Sénégal.
	Burkina Faso, Mali, Sénégal	FAO	Renforcement de la capacité à répondre aux urgences de sécurité sanitaire des aliments et à améliorer la qualité sanitaire des aliments vendus sur la voie publique.
	Burkina Faso, Bénin et Malawi	OMS	Formation à l'évaluation des risques et à la production de données pour l'établissement des normes.
<u>Asie-Pacifique</u>	ANASE	FAO	Atelier régional sur l'évaluation des risques liés aux métaux lourds à l'aide d'études de cas sur l'arsenic et le cadmium.
	ANASE	FAO	Atelier régional sur l'évaluation des risques liés aux résidus de pesticides.
	ANASE, Sri Lanka, Timor-Leste et Kiribati	FAO/OMS	Atelier virtuel sur la base de données GEMS/contamination alimentaire à la demande du Centre d'évaluation des risques de l'ANASE (ARAC).
	Cambodge	FAO	Analyse de situation du système national de contrôle des aliments (2023).

	Mongolie	FAO	Examen de la réglementation sur les pesticides et des procédures d'enregistrement (2023).
	Pakistan	FAO	Élaboration d'un plan d'action stratégique pour la surveillance des résidus de pesticides et des aflatoxines dans les cultures vivrières.
	Sri Lanka	FAO	Discussions techniques en cours sur les modifications proposées au Food Act et à l'unité administrative de contrôle des denrées alimentaires afin d'intégrer davantage d'autorités compétentes.
	Asie-Pacifique	Bureaux OMS régionaux pour le Pacifique occidental et l'Asie du Sud-Est	La troisième réunion birégionale de plaidoyer sur l'atténuation des risques sur les marchés alimentaires traditionnels dans la région Asie-Pacifique s'est tenue du 19 au 21 septembre 2023 à Siem Réap, au Cambodge
	Asie-Pacifique	Bureaux OMS régionaux pour le Pacifique occidental et l'Asie du Sud-Est	Une feuille de route multisectorielle pour des marchés alimentaires traditionnels plus sûrs dans la région Asie-Pacifique a été finalisée en 2023.
	Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental	OMS	L'OMS a élaboré des outils de communication et de sensibilisation aux risques (5 manuels clés, vidéo, affiches) et les campagnes ont été adaptées aux contextes nationaux en RDP lao, au Cambodge et en Papouasie-Nouvelle-Guinée d'avril 2023 à juin 2024.
	RDP Lao	OMS	La RDP Lao a mis au point une campagne de communication et une action de sensibilisation sur les mesures d'atténuation des risques pour les menaces de santé publique sur les marchés alimentaires traditionnels en adaptant la trousse de communication sur les risques à son contexte national – février 2024.
	Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental	OMS	Soutien aux États membres, notamment le Cambodge, Kiribati, la RDP Lao, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et le Viet Nam, pour la mise en œuvre du cadre d'action régional sur la sécurité sanitaire des aliments dans le Pacifique occidental, d'avril 2023 à juin 2024.
	Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental	OMS	Élaboration d'un Guide opérationnel portant sur l'utilisation des laboratoires de référence pour l'analyse des risques d'origine alimentaire dans le Pacifique – publié en avril 2023,
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	OMS	Formation sur les marchés sains pour les gestionnaires de marchés visant à améliorer la sécurité des marchés alimentaires traditionnels et lancement de la déclaration de Kokopo sur les marchés sains en novembre-décembre 2023.
	Cambodge	OMS	Ateliers infranationaux au niveau provincial sur les marchés alimentaires traditionnels plus sûrs.
<u>Proche-Orient et région</u>	Égypte	FAO	Mise en œuvre d'un outil d'évaluation des systèmes de contrôle alimentaire, renforcement de la gouvernance et amélioration de la

<u>orientale de la Méditerranée</u>			planification stratégique autour de deux composantes principales: la sécurité alimentaire et la santé des végétaux (financé par l'UE).
	Émirats arabes unis	FAO	Élaboration et pilotage d'un outil intégré d'évaluation de la biosécurité pour les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture (2020-2024).
	20 pays de la région (sauf les Émirats arabes unis et le Pakistan)	OMS	Évaluation rapide des systèmes nationaux de contrôle alimentaire à l'aide de l'outil d'évaluation du contrôle alimentaire FAO/OMS, octobre 2023-mars 2024.
	Afghanistan	OMS	Réalisation d'une analyse de situation et d'un plan d'action pour le système de réglementation de la sécurité sanitaire des aliments, novembre 2023.
	Afghanistan	OMS	Formation nationale sur les capacités du Règlement sanitaire international (2005) aux points d'entrée, avril 2024.
<u>Europe et Asie centrale</u>	Azerbaïdjan	FAO	Évaluation du système de contrôle alimentaire à l'aide de l'outil FAO/OMS achevée, domaines d'action prioritaires déterminés (avril 2024).
	Bélarus	FAO	Évaluation du système de contrôle alimentaire à l'aide de l'outil FAO/OMS (juin 2024-mai 2025).
	Géorgie	FAO	Évaluation du système de contrôle alimentaire à l'aide de l'outil FAO/OMS (achèvement prévu en septembre 2024). Conseils directs et formations sur la sécurité sanitaire des aliments et les réformes SPS, ainsi que sur la révision des procédures dans le cadre du programme ENPARD IV (avril 2023 – septembre 2024). Formations à la sécurité sanitaire des aliments pour les entreprises alimentaires et les fromagères artisanales géorgiennes (mai 2023 – janvier 2024).
	Ouzbékistan	FAO	Début de l'évaluation du système de contrôle alimentaire à l'aide de l'outil FAO/OMS (septembre 2024).
	Azerbaïdjan, République de Moldova, Türkiye, Tadjikistan et Kirghizistan	FAO	Atelier régional sur la coopération régionale et la communication efficace des risques à Ankara, Türkiye (avril 2024).
	Kirghizistan	FAO	Formations à la sécurité sanitaire des aliments pour les producteurs de fruits et légumes et les transformateurs de produits alimentaires (juillet 2023 – octobre 2024).
	Türkiye	FAO	Évaluation rapide des capacités de communication sur les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments (janvier-mars 2024).

	Kazakhstan	OMS	Renforcement de la coordination multisectorielle pour lutter contre les maladies d'origine alimentaire et les zoonoses.
	Arménie	OMS	Renforcement de la coordination multisectorielle pour lutter contre les maladies d'origine alimentaire et les zoonoses.
	Azerbaïdjan	OMS	Renforcement de la coordination multisectorielle pour lutter contre les maladies d'origine alimentaire et les zoonoses.
	Kirghizistan	OMS	Renforcement de la coordination multisectorielle pour lutter contre les maladies d'origine alimentaire et les zoonoses.
	Bulgarie	OMS	Renforcement de la coordination multisectorielle pour lutter contre les maladies d'origine alimentaire et les zoonoses.
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	Guyana	FAO	Conclusion de l'évaluation du système national de contrôle des aliments à l'aide de l'outil FAO/OMS; approbation du plan stratégique.
	Bahamas	FAO	Conclusion de l'évaluation du système national de contrôle des aliments à l'aide de l'outil FAO/OMS; approbation du plan stratégique.
	Chili	FAO	Évaluation du système national de contrôle des aliments à l'aide de l'outil FAO/OMS en cours.
	El Salvador	OPS/OMS	Atelier sur les principes de l'analyse des risques appliqués à la sécurité sanitaire des aliments conformément au Codex Alimentarius (2023).
	Argentine, Brésil, Chili, Cuba, Honduras, Guatemala, El Salvador, Équateur, Panama, Paraguay, Pérou et Uruguay	OPS/OMS	Formation régionale sur la gestion de la sécurité sanitaire des aliments en vue de l'établissement de limites maximales pour les contaminants alimentaires (2023).
	Argentine, Belize, Brésil, Bolivie, Chili, Cuba, El Salvador, Honduras, Guatemala, Nicaragua, Panama, Paraguay et Uruguay.	OPS/OMS	Fourniture de deux tests d'aptitudes par le biais du Réseau interaméricain des laboratoires d'analyse des aliments (INFAL) afin de renforcer les capacités techniques des laboratoires d'analyse des aliments (2023).
	Pays du CCLAC	OPS/OMS	Renforcement des capacités en matière de chromatographie liquide, de microbiologie alimentaire et d'analyse des risques par l'intermédiaire du réseau interaméricain des laboratoires d'analyse des aliments (INFAL).

Méthodes d'inspection améliorées

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
<u>Afrique</u>	COMESA	FAO	Projet de facilitation du commerce: Appui technique au secrétariat du COMESA et à certains pays membres ; cours de formation sur les procédures de contrôle des importations basées sur le risque à Madagascar (octobre 2023), en Tunisie (novembre 2024) et à Djibouti (janvier / février 2024).
	Burkina Faso, Mali, Sénégal	FAO	Élaboration ou renforcement de plateformes électroniques interconnectées de collecte de données sur la sécurité sanitaire des aliments au Burkina Faso et au Sénégal.
	Burkina Faso, Mali, Sénégal	FAO	Opérationnalisation et amélioration du système d'inspection des aliments vendus sur la voie publique au Burkina Faso et au Sénégal: diagnostic situationnel des aliments vendus sur la voie publique dans les principales villes pilotes du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal, définition des rôles et responsabilités des services chargés de l'inspection et de la surveillance, et mise à niveau de la réglementation sur le contrôle des aliments vendus sur la voie publique au Burkina Faso.
	Sénégal	FAO	Renforcement du secteur conchylicole au Sénégal par la mise à jour des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) afin de promouvoir la sécurité sanitaire des mollusques et leur accès aux marchés régionaux et internationaux: formation des autorités compétentes et des acteurs conchylicoles sur le profilage des risques, formation à l'échantillonnage pour l'analyse microbiologique et la caractérisation scientifique, et suivi et inspection des zones de production et d'élevage de mollusques au Sénégal.
	Ghana	FAO	Mise en place d'un système d'inspection des aliments à distance.
<u>Asie-Pacifique</u>	Cambodge	FAO	Ateliers sur le contrôle des denrées alimentaires et l'inspection fondée sur les risques (2023).
	Mongolie	FAO	Ateliers sur la quarantaine aux frontières, l'inspection SPS et l'inspection fondée sur le risque (avril 2023).
	Timor-Leste	OMS	Manuel sur l'inspection des aliments fondée sur les risques taillé sur mesure. À la demande des autorités publiques, l'OMS a soutenu l'élaboration d'un manuel sur l'inspection des aliments fondée sur les risques taillé sur mesure. Ce manuel est traduit en tétoum et une formation sera organisée à l'intention des responsables municipaux de la santé.
	Îles Salomon	OMS	Séquence d'ateliers sur le renforcement des systèmes de contrôle des aliments, l'inspection des aliments fondée sur les risques, le Règlement sanitaire international – l'indicateur de sécurité

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
			sanitaire des aliments et les importations de denrées alimentaires (avril et mars 2024).
	Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental	OMS	Élaboration d'un guide intitulé «Risk-based food inspection system: practical guidance for national authorities» (Système d'inspection des aliments fondé sur l'analyse des risques : orientations pratiques à l'intention des autorités nationales) – publié en février 2024.
<u>Proche-Orient et région orientale de la Méditerranée</u>	Yémen	OMS	Mise en place d'un programme national de formation des inspecteurs des denrées alimentaires basé sur les bonnes pratiques d'hygiène alimentaire et les bonnes pratiques de fabrication, novembre 2023. Formation nationale des inspecteurs alimentaires offerte à Adan et à Sanaa, novembre 2023.
<u>Europe et Asie centrale</u>	Azerbaïdjan	FAO	Élaboration de listes de contrôle pour l'inspection des denrées alimentaires fondées sur le système HACCP (Analyse des dangers – Points critiques pour leur maîtrise) et formation des inspecteurs au renforcement des capacités en matière d'inspection des aliments (juillet 2024).
	Kirghizistan	FAO	Formations et conseils directs sur les procédures d'inspection et d'audit HACCP dans le secteur de la transformation des fruits et légumes (juin 2024).
	République de Moldova	FAO	Formation du personnel chargé des contrôles centraux et frontaliers aux procédures de contrôle des denrées alimentaires importées pour les produits d'origine animale (juin 2023). Formations et conseils directs sur les procédures d'inspection et d'audit HACCP dans les entreprises à haut risque (février 2024).
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	Pays du CCLAC	OPS/OMS	Publication d'un guide intitulé «Manual on Risk-based food inspection for food establishments» (Manuel sur l'inspection des aliments fondée sur les risques à l'intention des établissements alimentaires) (2023).
	Guatemala	OPS/OMS	Série d'ateliers sur l'inspection des aliments fondée sur l'analyse des risques à l'intention des établissements alimentaires (2024).

Mécanismes de surveillance renforcée, d'alertes précoces, de riposte rapide et de partage de l'information (y compris INFOSAN et activités y afférentes)

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
<u>Afrique</u>	Burkina Faso, Mali, Sénégal	FAO	Élaboration/renforcement des plans nationaux de riposte aux urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments (PNRUSSA) au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal; renforcement du réseau INFOSAN au Burkina Faso et lancement

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
			de plans de surveillance de la sécurité sanitaire des aliments au Burkina Faso et au Sénégal.
	Burkina Faso, Niger, Bénin, Mali, Namibie, Libéria,	FAO + OMS + Secrétariat INFOSAN	Atelier de revitalisation d'INFOSAN: atelier de renforcement des capacités des points focaux d'INFOSAN et soutien à la mise en œuvre de la feuille de route pour le renforcement d'INFOSAN dans différents pays.
	Sénégal	FAO	Renforcement du secteur conchylicole au Sénégal par la mise à jour des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) afin de promouvoir la sécurité sanitaire des mollusques et leur accès aux marchés régionaux et internationaux: formation des autorités compétentes et des acteurs conchylicoles sur le profilage des risques, formation à l'échantillonnage pour l'analyse microbiologique et la caractérisation scientifique, et suivi et inspection des zones de production et d'élevage de mollusques au Sénégal.
	Libéria, Mali, Namibie, Niger	OMS	Organisation d'ateliers de formation visant à augmenter la participation à INFOSAN et à renforcer les mécanismes de collaboration multisectorielle en cas d'incidents de sécurité sanitaire des aliments.
	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sierra Leone	OMS	Examen de l'état d'avancement des feuilles de route nationales visant à renforcer la participation à INFOSAN.
	Libéria	OMS	Formation des équipes sanitaires pour la surveillance des maladies d'origine alimentaire dans trois comtés sélectionnés (Montserrado, Bong et Grand Bassa).
	Burkina Faso, Sénégal et Nigéria	OMS	Mise en œuvre d'une surveillance intégrée des <i>E. coli</i> productrices de bêta-lactamase à spectre étendu, dans la chaîne alimentaire, chez les humains et dans l'environnement.
<u>Asia-Pacific</u>	Pays de l'ANASE + Timor-Leste + Sri Lanka + Kiribati	FAO/OMS	Atelier virtuel sur la base de données du système mondial de suivi environnemental (GEMS) et sur la contamination alimentaire le 23 mai 2024. La FAO et l'OMS ont organisé conjointement un atelier virtuel sur le système mondial de suivi environnemental (GEMS) à la demande du centre d'évaluation des risques de l'ANASE (ARAC). Les participants se sont familiarisés avec la base de données GEMS et l'importance du partage et de l'utilisation des données pour l'élaboration des normes du Codex.
	Pays de l'Asie et du Pacifique	FAO/OMS	Webinaire sur la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments 2024, sur INFOSAN et sur la préparation et la riposte aux urgences en matière de sécurité sanitaire des aliments le 11 juin 2024. La FAO et l'OMS ont organisé conjointement un séminaire en ligne pour commémorer la JISSA

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
			sous le thème « Sécurité sanitaire des aliments: préparons-nous à l'imprévu ». Le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, le Japon, la Malaisie et les Îles Salomon ont fait part de leur expérience en matière de gestion des urgences liées à la sécurité sanitaire des aliments.
	Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental	OMS	Soutien technique et conseils contextuels sur la riposte aux épidémies de maladies d'origine alimentaire dans la région (Philippines, Viet Nam, Chine).
	Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental	OMS	Élaboration de matériel de communication sur les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments dans les situations d'urgence et les catastrophes naturelles – conseils généraux pour réduire les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments en cas d'inondations, d'incendies ou de coupures de courant pour les ménages, les vendeurs/fournisseurs d'aliments et les inspecteurs alimentaires; rassemblements de masse et festivals régionaux – publié en avril 2024.
<u>Proche-Orient et région orientale de la Méditerranée</u>	Région du Proche-Orient	FAO	Création d'un réseau de recherche et d'un pôle d'innovation en matière de sécurité sanitaire des aliments (RNFSIH) dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire (2023-2025, région du Proche-Orient).
	Jordanie	OMS	Formation nationale sur l'amélioration des interventions d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments – juin 2023.
	Égypte	OMS	Webinaire: Présentation des points focaux nationaux d'Égypte, d'Iraq et d'Afghanistan sur INFOSAN.
	Tunisie	OMS	Atelier national: Estimation de la charge nationale des maladies d'origine alimentaire, novembre 2023.
<u>Europe et Asie centrale</u>	Azerbaïdjan, République de Moldova, Türkiye	FAO	Amélioration de la préparation aux interventions d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments: formation au développement des capacités techniques et conseils directs fournis; plans de gestion des crises liées à la sécurité sanitaire des aliments et plans de communication élaborés (avril 2023-avril 2024).
	République de Moldova	FAO	Formations de renforcement des capacités sur la gestion des incidents alimentaires et la mise en place du Système d'alerte rapide pour l'alimentation humaine et animale (RASFF) de l'Union européenne (février 2024).
	Kazakhstan, Kirghizistan et Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan	FAO, OMS, Secrétariat INFOSAN	Rapport technique de l'atelier sous-régional sur l'échange rapide d'informations en cas de situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments en Asie centrale: Almaty, Kazakhstan, 24-25 mai 2023.

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
	Balkans occidentaux	OMS	Renforcement de la capacité des pays à partager rapidement des informations en cas d'urgence liée à la sécurité sanitaire des aliments.
	Asie centrale	OMS	Renforcement de la capacité des pays à partager rapidement des informations en cas d'urgence liée à la sécurité sanitaire des aliments.
<u>Latin America and Caribbean</u>	Guyana	OPS/OMS	Mise en œuvre de la composante «sécurité sanitaire des aliments» (SPAR-C13) de l'outil du rapport annuel d'auto-évaluation des États parties au Règlement sanitaire international (RSI) afin d'évaluer les capacités d'intervention en cas d'urgence liée à la sécurité sanitaire des aliments (2023).
	Suriname	OPS/OMS	Mise en œuvre de la composante « sécurité sanitaire des aliments » (SPAR-C13) de l'outil du rapport annuel d'auto-évaluation des États parties au Règlement sanitaire international (RSI) afin d'évaluer les capacités d'intervention en cas d'urgence liée à la sécurité sanitaire des aliments (2023).
	Guyana	OPS/OMS	Formation pratique pour renforcer les capacités des laboratoires guyanais à évaluer les risques microbiologiques provenant de sources alimentaires et animales et la résistance aux antimicrobiens (RAM) tout au long de la chaîne de valeur alimentaire (2023).
	Cuba	OPS/OMS	Formations virtuelles de renforcement des capacités sur le phénotypage de la résistance aux antimicrobiens chez les bactéries provenant de sources alimentaires et animales tout au long de la chaîne de valeur alimentaire (2023).
	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay.	OPS/OMS	Formations pratiques aux méthodes phénotypiques et génotypiques appliquées aux pathogènes résistants importants dans les aliments et les animaux destinés à l'alimentation (2023).
	Guyana	OPS/OMS	Formation aux méthodes moléculaires d'identification et de caractérisation de <i>Salmonella</i> spp. et de <i>Campylobacter</i> spp. dans les denrées alimentaires (2024).
	Bolivie	OPS/OMS	Formation pratique au phénotypage de la résistance aux antimicrobiens chez les salmonelles présentes dans les aliments tout au long de la chaîne de valeur alimentaire (2024).
	Pays du CCLAC	OPS/OMS	Webinaire sur l'estimation de la charge mondiale des maladies d'origine alimentaire (2024).

Soutien aux activités liées au Codex Alimentarius

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
<u>Afrique</u>	Madagascar	FAO	Soutien aux processus nationaux du Codex: atelier national (octobre 2023) et soutien à la coprésidence du groupe de travail sur l'élaboration d'une annexe pour la norme sur la vanille (décembre 2023/janvier 2024).
	Guinée-Bissau, Cabo Verde, Comores, pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Soudan du Sud, Tanzanie et Ouganda), Mali, Nigéria, Rwanda.	FAO	Aide à la mise en œuvre du projet du fonds fiduciaire du Codex dans plusieurs pays africains: élaboration d'un manuel national du Codex, activités de partage d'expérience avec les pays avancés en matière de gestion du Codex, activités de plaidoyer auprès des autorités de haut niveau pour le financement national du Codex.
	Ghana, Kenya et Burkina Faso	FAO	Projet d'accord ONU-ONU sur les mycotoxines en Afrique: activité d'évaluation en Afrique pour établir l'état de la contamination par les mycotoxines du maïs, des cacahouètes et des épices.
	Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Eswatini, Mauritanie, Mozambique, Somalie	OMS	Atelier de formation sur le renforcement de la participation aux travaux du Codex et la préparation de dossiers solides à soumettre au Fonds fiduciaire du Codex, novembre 2023.
	Botswana, Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guinée, Lesotho, Malawi, Maurice, Niger, Sierra Leone, Sénégal et Zambie	OMS	Diverses étapes de la mise en œuvre du projet du Fonds fiduciaire du Codex visant à renforcer les programmes nationaux du Codex, la participation effective aux travaux du Codex et l'adoption des normes du Codex.
<u>Asie-Pacifique</u>	ANASE	FAO	Atelier sur le renforcement de la participation effective aux travaux du Codex.
	ANASE/mondial	FAO	Élaboration d'une série de cours d'apprentissage en ligne sur le Codex: Cours 1: Introduction au Codex Cours 2: Participation aux travaux du Codex Cours 3: Science et analyse des risques dans le cadre du Codex Cours 4: Collaboration avec le Codex à l'échelon régional

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
	ANASE/mondial	FAO	Publication des directives du Codex concernant l'étiquetage nutritionnel (https://www.fao.org/3/cc7508en/cc7508en.pdf).
	Cambodge et RDP lao		Soutien à des projets nationaux individuels par le biais du Fonds fiduciaire du Codex.
	Pays et Territoires insulaires océaniques	FAO	Soutien à des projets multipays et à des projets nationaux individuels (Samoa, Tonga) par le biais du Fonds fiduciaire du Codex.
	Sri Lanka	FAO	Ateliers d'introduction au Codex et au processus d'harmonisation des normes de sécurité sanitaire des aliments.
	Bhoutan + Inde + Népal	OMS	Premier projet collectif du Fonds fiduciaire du Codex approuvé et mis en œuvre avec succès grâce à la coopération Sud-Sud. Une bonne pratique de conceptualisation et de mise en œuvre d'un projet de groupe du Fonds fiduciaire du Codex a été documentée. Un atelier interpays sur le renforcement de la participation aux activités du Codex a été lancé sur la base d'un exercice de simulation du Codex mené avec succès dans le cadre d'un projet collectif du Fonds fiduciaire du Codex dans ces pays. Ces pays travailleront à l'élaboration d'une nouvelle norme Codex (grande cardamome) après l'achèvement du projet.
	Maldives	OMS	Projet individuel du Fonds fiduciaire du Codex en cours de mise en œuvre pour renforcer les capacités du Codex, y compris la création d'un comité national du Codex et le renforcement des capacités par le biais de la formation.
	Timor-Leste	OMS	Projet individuel du Fonds fiduciaire du Codex en cours de mise en œuvre pour renforcer les capacités du Codex, y compris la création d'un comité national du Codex et le renforcement des capacités par le biais de la formation.
	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Sri Lanka et Timor-Leste	OMS	Atelier international sur le renforcement de la participation aux activités du Codex organisé du 24 au 28 juin 2024, à Mumbai, en collaboration avec l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) dans le cadre du projet du Fonds fiduciaire du Codex. Il s'agit d'une formation pratique et d'un exercice de simulation du Codex pour 30 fonctionnaires du Codex et agents de la sécurité sanitaire des aliments de 6 pays qui renforceront les capacités nationales du Codex.
	Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental / Chine	OMS	Soutien coordonné au projet du Fonds fiduciaire du Codex – Maurice par le Centre de collaboration de l'OMS pour la surveillance de la contamination des denrées alimentaires – Centre national chinois d'évaluation des risques en matière de sécurité sanitaire des aliments

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
			(CHN- 24) sur l'évaluation des risques et les questions intéressant le Codex.
	Fidji	OMS	Soutien technique pour répondre aux questions sur la détection des particules métalliques (contaminants physiques) dans le sucre ; irradiation des aliments et machines à rayons X dans les usines de transformation des aliments (juin 2023).
	Kiribati	OMS	Assistance technique pour répondre aux questions sur le poulet congelé, les produits à base de sucre, les réglementations alimentaires, les produits secs et les étiquettes des emballages alimentaires (normes du Codex relatives au datage sur les étiquettes des denrées alimentaires).
	Samoa	OMS	Soutien technique à la révision des niveaux de sécurité du méthanol dans les boissons alcoolisées (juin 2023).
	Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental	OMS	Aide à la préparation de la 26 ^e session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS26) prenant la forme d'une contribution aux activités régionales et nationales du Bureau.
<u>Europe et Asie centrale</u>	Azerbaïdjan	FAO	Sessions de mentorat et formations avec jumelage du pays au Comité national du Codex et au point de contact du Codex; aide à la préparation de la participation aux réunions du Codex et à un événement international sur la promotion des normes alimentaires et de la participation au Codex en Europe et en Asie centrale («Advancing Food Standards and Codex Participation in Europe and Central Asia») organisé à Bakou (septembre 2023).
	Macédoine du Nord	FAO	Aide à la préparation de la participation aux réunions du Codex (novembre 2023-juillet 2024).
	Ouzbékistan	OMS	Renforcement de la participation de l'Ouzbékistan aux travaux du Codex Alimentarius, y compris l'adoption des normes du Codex, afin de faciliter le processus d'adhésion de l'Ouzbékistan à l'OMC.
	Kazakhstan	OMS	Renforcement de la participation du Kazakhstan aux travaux du Codex Alimentarius.
	Tadjikistan	OMS	Renforcement de la participation du Tadjikistan aux travaux du Codex Alimentarius.
	Turkménistan	OMS	Renforcement de la participation du Turkménistan aux travaux du Codex Alimentarius.
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>	Guyana	OPS/OMS	Renforcement de la structure nationale du Codex du Guyana et de sa participation au Codex Alimentarius par le biais d'un projet du Fonds fiduciaire du Codex.

	<u>Pays ou organisations régionales</u>	<u>Organisation chef de file</u>	<u>Contenu technique</u>
	El Salvador et Guatemala	OPS/OMS	Renforcement de la structure nationale du Codex du Salvador et du Guatemala et de la participation de ces pays au Codex Alimentarius par le biais d'un projet du Fonds fiduciaire du Codex.